



# SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif  
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Mel : sntrscgt@vjf.cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°186 du 21 décembre 2011

## SOMMAIRE

- Complément au rapport d'activité 27eme Congrès du SNTRS-CGT, 6 décembre 2011, Dourdan
- Votes et déroulement du Congrès
- Liste des membres à la Commission Exécutive du SNTRS-CGT élus au 27<sup>ème</sup> Congrès du SNTRS-CGT
- Liste des membres du Bureau National du SNTRS-CGT élus au 27<sup>ème</sup> Congrès du SNTRS-CGT

## *Complément au rapport d'activité 27eme Congrès du SNTRS-CGT, 6 décembre 2011, Dourdan*

Depuis sa rédaction, et son envoi aux adhérents il y a 3 mois maintenant, le rapport d'activité est à la fois actuel et dépassé. La crise du capitalisme s'est accélérée, ainsi que les conséquences sur les populations. La rigueur devient omniprésente, elle se transforme en austérité et conduit l'économie vers la récession.

La pression des marchés financiers sur les Etats a resserré son étreinte depuis les derniers mois. La crise financière des subprimes en 2008, avait conduit les gouvernements à lancer des plans de relance et à financer massivement les banques. Elle n'a pas empêché la pression des couches les plus aisées de la population pour continuer à diminuer les impôts des plus riches. L'absence de recettes fiscales et les milliards prêtés aux banques ont conduit les Etats à s'endetter toujours plus auprès des marchés financiers. Maintenant, ceux-ci augmentent les taux d'intérêt de l'argent qu'ils prêtent. Par le biais des agences de notation, ils font pression pour enclencher des politiques de rigueur, afin de garantir la solvabilité de leurs créanciers. .

Le traité de Maastricht a révélé toutes ses capacités de nuisance. Les règles qui imposent depuis 1998, à la veille de la création de la zone Euro, l'indépendance de la BCE, l'interdiction de faire appel aux banques centrales (que ce soit pour les banques nationales ou la BCE) pour prêter directement aux Etats ajoutent des surcoûts à l'endettement public. Les banques centrales prêtent aux marchés financiers qui eux même prêtent aux Etats. Cette règle a été imposée en France dès 1973 et s'applique à la BCE depuis la mise en place de l'Euro. La politique de l'Euro fort fragilise nos exportations. Le refus de toute création monétaire pour ne pas risquer la moindre inflation tue l'investissement et l'emploi.

Tout cela pour éviter le risque de l'inflation et imposer les règles d'or ! Ce n'est pas le risque d'inflation qui est majeur aujourd'hui, mais bien celui de l'étranglement de nos économies. La croissance des économies européennes a été révisée de 1,75 à 0,5%. La France révisé ses prévisions de 1,75 à 1 % de croissance.

### **La crise en Europe**

Beaucoup de peuples en Europe vivent la crise de façon dramatique. Les pertes de pouvoir d'achat, en moyenne par rapport à 2008, vont de 2,3% en France, à 5 % en Grande Bretagne pour atteindre près de 15% en Grèce et en Irlande. Les revenus des populations baissent, par l'effet de la diminution des retraites et du traitement des fonctionnaires mais surtout par les conséquences de l'augmentation du chômage.

En France, le niveau de chômage dépasse les 9% de la population active. Il y a maintenant 15,8 millions de chômeurs dans la zone Euro soit 3,8 millions de plus qu'en 2008. Pour les 27 pays de l'Union européenne, on annonce au total 23 millions de chômeurs soit 6,2 millions de plus qu'il y a trois ans. On connaît tous la misère sociale de la jeunesse espagnole pour qui le taux de chômage avoisine les 50% (pour les moins de 25 ans). Le chômage frappe en Europe principalement les plus de 50 ans, qui sont 4 millions de plus qu'il y a trois ans.

### **Les mouvements des peuples européens**

Face à cette crise d'une ampleur qui va peut-être dépasser celle de 1929, les mouvements sociaux se développent. En Grèce, les syndicats du public et du privé ont appelé à une grève générale de 24 heures, face au sixième plan d'austérité en un an que doivent subir les Grecs. Il s'agit de la première grève contre le nouveau gouvernement d'union nationale de Lucas Papademos formé le 11 novembre, après la démission de Georges Papandréou. Les protestations s'étendent : en Grande Bretagne où 2 millions de fonctionnaires ont récemment fait grève, en Belgique. En Espagne, le mouvement des indignés ne désarme pas malgré le succès de la droite qui a profité du mode de scrutin et du désarroi des populations face aux compromissions du PSOE.

## Les choix politiques du gouvernement Sarkozy

Le 24 août, un premier plan de rigueur visait 11 milliards de recettes nouvelles, pour la plupart à la charge de ménages. Aujourd'hui, le deuxième plan de rigueur décidé le 7 novembre vise à économiser 19 milliards ; dont 7 en 2012 et 11,6 en 2013. Le mot de faillite n'est plus un mot abstrait », a averti le Premier ministre pour affoler la population. C'est 65 milliards au total qu'il veut économiser d'ici 2016 pour ramener le déficit public à 4,5 % du PIB en 2012 avec une croissance économique revue à la baisse fin octobre, à 1 % contre 1,75 % prévus auparavant. Il en va, a souligné François Fillon, du précieux « triple A » de la France placé sous surveillance par l'agence de notation américaine Moody's. Le triple A, c'est le nouveau cheval de bataille du président Sarkozy.

Le choix du gouvernement est loin de faire le consensus. Car les mesures budgétaires et fiscales prises dès le début du quinquennat, qui ont contribué à alourdir la dette sans créer la moindre dynamique économique, ne sont pas remises en cause. Par contre le gouvernement choisit une nouvelle fois de faire porter l'essentiel de l'effort sur les ménages.

- le taux de TVA est relevé à 7% sauf sur les produits alimentaires, le gain espéré de 1,8 milliards sera totalement supporté par les ménages
- la réforme des retraites est accélérée d'un an. L'âge légal sera porté à 62 ans en 2017 au lieu de 2018. , cela permettra en 2017 une économie de 4,4 milliards d'euros
- Les allocations familiales, l'aide au logement n'augmenteront que de 1% soit en dessous de l'inflation prévue, soit 500 millions. C'est les plus pauvres qui sont châtiés.
- L'assurance maladie verra ses dépenses rognées et progresser seulement de 2,5% à partir de 2012 au lieu des 2,8% prévus, l'économie attendue est de 700 millions. De plus en plus de français renoncent à se soigner. Au moment où les assurés sociaux voient leur cotisation aux mutuelles doubler, N. Sarkozy déclare la chasse aux fraudeurs qui coûterait 4 milliards aux systèmes solidaires. La CGT a rappelé que le rapport parlementaire, sur les fraudes sociales établit que les entreprises s'en sont responsables pour plus de 16 milliards qui s'ajoutent à l'ensemble des exonérations dont elles bénéficient.

Quant au volet recettes, on aurait pu espérer que le gouvernement reviendrait sur les 11 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007, mais il ne s'attaque que timidement aux niche fiscales. Quelques une seront rognées pour un total de 2,6 milliards sur les 104 milliards qui échappent à l'impôt. Enfin, l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse 250 millions d'euros augmentera de 5% de façon temporaire. Pour un gain de 1,1 milliards étalé de 2012 à 2013.

Des mesures d'économie supplémentaires font l'objet d'amendements ces derniers jours ainsi pour la création d'un jour de carence pour les fonctionnaires. (Rappelons que dans de nombreuses entreprises des accords prennent en compte les jours de carence)

Le risque que l'économie s'enfonce dans la récession est réel. Le chômage s'accroît mais pour autant les profits des grandes entreprises se portent bien. Pour le premier semestre, le bénéfice net des 40 principales sociétés du CAC 40 a augmenté de près de 10% à 46 milliards d'euros. Cela au moment où l'emploi industriel continue de s'étioler, faute de la volonté politique d'empêcher de délocalisations qui ne se font uniquement pour chercher des taux de profits un peu plus élevés que ceux obtenus sur le territoire. Fralib, Areva et les licenciements annoncés par le groupe PSA en sont un exemple caricatural.

Tout au contraire de l'austérité, c'est bien une hausse de salaires et un autre partage de richesses qui sont nécessaires.

### La dernière déclaration du bureau confédéral de la CGT est très claire :

*Dans son discours prononcé à Toulon, Nicolas Sarkozy a annoncé un sommet réunissant syndicats et employeurs sur l'emploi en janvier. Le cadre dans lequel s'inscrit cette annonce est limpide. Il tente de sauver une construction financiaréo-économique qui apparaît à bout de souffle. Sa dénonciation de la financiarisation ne*

*s'accompagne d'aucune critique des stratégies des banques. Au contraire, il dédouane banquiers et assureurs, avoue son impuissance à modifier le rôle de la Banque Centrale Européenne.*

*La question d'un partage plus juste et plus efficace des richesses n'est pas posée. Le cœur du système est protégé. Les détenteurs de capitaux peuvent dormir tranquilles. Loin de répondre à l'aspiration commune d'une Europe sociale défendue par les syndicats européens, Nicolas Sarkozy préconise plus de discipline budgétaire, c'est-à-dire plus d'austérité pour les peuples pendant que les marchés et la spéculation continuent de dicter leur loi.*

*Ainsi, après avoir brocardé une nouvelle fois les 35 heures et la retraite à 60 ans devant une salle acquise à sa cause, le président de la République a demandé à nouveau des « efforts » aux salariés. Le président de la République prône « la levée des tabous qui freinent la compétitivité des entreprises françaises ». En fait, à l'image des autres gouvernements européens qui s'efforcent de laminer les droits et conventions collectives qui protègent les salariés, le président de la République entend convoquer les syndicats en janvier pour imposer une nouvelle phase de déréglementation sociale.*

*Ainsi, le MEDEF préconise un transfert de 80 milliards de cotisations sociales sur le contribuable et le consommateur. Le discours présidentiel marque un assentiment à ce nouvel allègement massif du « coût du travail » au profit des actionnaires. Parallèlement, le MEDEF revendique « la fin de la durée légale du temps de travail ». L'affirmation du président de la République indiquant « il vaut mieux travailler plus que de gagner moins » sonne comme un accord avec les revendications patronales.*

*A l'évidence, en l'absence de mobilisation forte des salariés, ce sont les revendications patronales qui seront au menu des discussions.*

*Il faut agir. C'est pourquoi la CGT appelle ses organisations à renforcer la préparation unitaire de la journée d'action du 13 décembre pour que les salariés se fassent entendre des décideurs par des rassemblements et des manifestations.*

Les dépenses publiques sont source de cohésion sociale et également facteur de développement. On oublie trop souvent que l'investissement dans les infrastructures publiques, pour l'éducation et la recherche sont les vrais investissements d'avenir. Malheureusement, ce sont ceux-là qui sont mis à mal. Le gel de précaution des crédits hors salaire du budget de l'Etat a été porté de 5 à 6%. La règle de la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux départs en retraite est maintenue. La RGPP est toujours la règle sacrée, malgré tous les disfonctionnements qu'elle crée dans le secteur public, malgré les critiques du Conseil Economique Social et Environnemental.

### **La situation dans la recherche et l'Université**

On nous affirme que le secteur de la recherche et de l'enseignement supérieur est épargné. C'est même l'essentiel de la propagande de Péresse et maintenant de Wauquiez. Mais en dehors du Crédit Impôt Recherche qui continue à progresser passant pour 2012 à 5,3 milliards, c'est bien le régime sec.

Si les départs en retraite sont en principe reconduits, les masses salariales ne permettent plus de compenser l'ensemble des départs dans les organismes comme dans les universités. Ainsi pour le seul CNRS, ce sont plus de 150 emplois qui vont être supprimés.

Les budgets sont en berne dans l'ensemble des organismes. La subvention de l'Etat (Subvention pour Charge de Service Public) diminue en euros constant. Pour le CNRS la petite augmentation de 0,37% en euros courants est consommée par le poids des retraites. 11 millions d'euros de supplément sont déjà amputé de 29 millions d'euros pour le Compte d'Affectation spécial des retraites.

Les conséquences pour les laboratoires sont dramatiques. Les crédits du budget de l'Etat affectés au soutien de la recherche diminuent de 6,42% passant de 245 à 230 millions. Compte tenu des dépenses obligatoires pour les

Très Grandes Infrastructures de Recherche (TGIR), pour les laboratoires ce sera de -10% à -20% de baisse en moyenne.

En parallèle, seule l'augmentation espérée des ressources propres (443 million d'Euros) fera augmenter la part recherche du budget du CNRS.

D'un autre côté, les ressources affectées aux moyens communs diminuent de 15% pour la formation permanente, les dépenses relatives au logement sont bloquées, le budget du CAES est amputé de 100 000 euros.

Dans les universités, les conséquences de la LRU et du budget global se font durement sentir. 8 universités sont maintenant sous tutelle des recteurs : Paris 6, l'ENS Cachan, Paris 13, l'Université de Savoie, Nice Sophia Antipolis, Bordeaux 3, Limoges et l'INSA de Rouen,

Sous couvert d'anonymat, un groupe de présidents d'universités prend position : *« Dans le budget de l'enseignement supérieur, il n'y a que celui de la communication du ministre qui augmente. La Cour des comptes vient d'en dénoncer le doublement. Pour le reste, c'est tristesse et désolation. Cinq milliards étaient promis aux universités en 2007, au mieux un tiers. En réalité, un cinquième a été accordé. Pour l'ensemble de la recherche, on parlait de 9 milliards, mais ce qui fut accordé là fut repris ailleurs, annihilant tout progrès possible. Ainsi est étouffée l'autonomie des universités, promulguée avec la loi du 11 août 2007 dite « LRU » et vantée comme la principale réussite du quinquennat. »*

Mais les dégâts continuent. La gouvernance déjà non démocratique instaurée par la LRU doit encore être modifiée.

Mais les présidents anonymes du groupe Marc BLOCH ne remettent pas en cause la LRU, ni l'idée que la recherche va se restructurer autour de grandes universités de recherche.

Le fonctionnement très peu démocratique instaurée par la LRU est lui-même remis en cause par la mise en place des Fondations de Coopération Scientifique, les FCS, qui vont piloter les IDEX. . Cela se traduira par de nouveaux reculs de la démocratie. Maintenant, même certains LABEX revendiquent leurs propre FCS, au grand dam de la CPU et des Directions d'EPST. Jusqu'où ira la désagrégation du système.

Il est très important que le syndicat prenne mieux en compte les restructurations universitaires en cours. Il doit multiplier les contacts avec les syndicats FERC-SUP des universités et informer les personnels qui sont largement laissés pour compte dans les évolutions en cours.

## **Le vote pour la CGT**

La CGT sort renforcée des élections du 20 octobre dernier avec une progression de 2% dans l'ensemble des 3 fonctions publiques avec 25,45%

FP Territoriale : 32,89% soit +1.8%

FP Hospitalière : 33,30% soit 1.9%

FP d'Etat : 15,81% soit 0.6%

Dans la fonction publique d'Etat la CGT perd la 2<sup>ème</sup> place pour seulement 33 voix FO avec 16,61% et 4 sièges au Conseil Supérieur de la Fonction publique, prend la première place grâce au ralliement des syndicats autonomes de la police. La FSU obtient 15,84 % avec 4 sièges ; la CGT 15,82% avec 3 sièges, la CFDT 14,56% avec 3 sièges, l'UNSA 13,98% avec 3 sièges, SUD 8,62% avec 2 sièges, la CGC 5,20 % avec 2 sièges. La CFTC avec 3,87% passe en dessous des 5% du seuil de représentativité.

Dans les EPST, la CGT est le 1<sup>er</sup> syndicat avec 28.5% des votants soit en progrès de 2%

Au CNRS avec 24 ,3% le SNTRS-CGT est de plus 6% devant le SGEN 18,7%. La FSU avec 17 % des voix est en 3<sup>ème</sup> position.

Notre responsabilité est accrue. Nos élus dans toutes les instances seront plus nombreux. Il faudra accorder une attention particulière à leur formation. Ils

Rôles des élus

### **Intersyndicale nationale et EPST.**

L'intersyndicale nationale fonctionne mal depuis plusieurs mois. Le retard pris sur les initiatives au sujet de la précarité en est un bon exemple. Une solution viendra peut être par la réunion de l'intersyndicale des EPST. Les difficultés nationales ne doivent pas empêcher les sections du SNTRS de rechercher l'unité d'action autour des deux grandes batailles du moment : la RGPP et la précarité.

### **Les combats en cours : la précarité et la RGPP**

Pour ce qui concerne la bataille contre la RGPP dans les organismes ; le SNTRS-CGT a animé la lutte des derniers mois. Les rapports de l'IGAENR sont maintenant tous parus. Ils sont inacceptables. Les organismes préparent en ce moment leurs plans d'action. La méthode choisie par les directions n'est pas la même dans tous les EPST. A l'Inserm et à l'Inria les plans d'action sont bouclés. Au CNRS la direction cherche le consensus et multiplie les réunions. ....

### **Précarité :**

L'action du SNTRS a été décisive. Nous avons largement informé les précaires du CNRS et de l'Inserm par le biais des listes de diffusion.

Les sections locales ont rassemblé nombre d'entre eux: Les coups de fils n'arrêtent pas au siège du syndicat. L'accord prévoyait un recensement, la concertation sur ce recensement était prévue entre Directions et syndicats. Les Directions ont refusé de jouer le jeu, cherchant en particulier à ne recenser que les CDD sur subvention d'état. Le Ministère en a recensé près de 1000 personnes éligibles au protocole dans les EPST et 10 000 dans les Universités.

|            |                 |
|------------|-----------------|
| CNRS :     | 445 dont 64 CDI |
| INSERM :   | 336 dont 37 CDI |
| INRA :     | 90 dont 6 CDI   |
| INRIA :    | 59 dont 2 CDI   |
| IRD :      | 29 dont 15 CDI  |
| CEMAGREF : | 18 dont 0 CDI   |
| IFSTTAR :  | 12              |
| INED :     | 0               |

Il faut continuer le recensement et lancer des actions en janvier. Le projet de loi doit passer au Sénat le 25 janvier

Je nous souhaite à tous un bon congrès.

Daniel Steinmetz

## *Votes et le déroulement du congrès*

### **Rapport d'activité.**

Le vote se fait par mandat : 248 pour, 0 contre, 10 abstentions

**Rapport financier** : 75 pour, 1 abstention

**Quitus financier** : 74 pour

**Document d'orientation** : unanimité

**Document revendicatif** : 53 Pour, 4 contre, 18 abstentions

*Liste des membres à la Commission Exécutive du SNTRS-CGT  
élus au 27<sup>ème</sup> Congrès du SNTRS-CGT*

|                         |                        |
|-------------------------|------------------------|
| ANGLADE Alain           | KHAFIF Mohamed         |
| ATIENZA José            | KIEFFER Annick         |
| AYMARD Alain            | KISTER Jean            |
| BACALEXI Dina           | LABAILLE Françoise     |
| BERKOUN Habiba          | KLEIN Lorena           |
| BOLLER Frédéric         | LAUNAY Jean-François   |
| BONNAREL François       | LE CONTEL Olivier      |
| BONNET Laurent          | LECOMTE Patrice        |
| BOUMIER Patrick         | LEININGER Christine    |
| BURENS Albane           | MERCIER Gilles         |
| CALANDRA Carmen         | MILLET Jacques         |
| CANTALOUBE Sylvain      | MORACHE Bertrand       |
| CARON Lise              | MORVAN Gilles          |
| CASANOVA-EUZENOT Anne   | NADIN Grégoire         |
| CHAMPAGNAC Jean-Pierre  | PANES Laurent          |
| CHAUCHEPRAT Jean-Pierre | PERIN Yann             |
| CHOISY Joël             | PICHON Rémy            |
| DECASTER Marc           | PIERRE Michel          |
| FITOUSSI Jean-Pierre    | PLANTARD Joël          |
| FONTE Christophe        | RODENAS Henri          |
| GENDREAU Cédric         | SANCHEZ Carmen         |
| GIOVINAZZO Jérôme       | SEBBAN Marc            |
| GONZALEZ Dominique      | SIBEUD Pierre-Frédéric |
| GORI Didier             | SOURROUILLE Patricia   |
| GUIBERT Bruno           | STEER Danièle          |
| GUTNIC Annie            | STEINMETZ Daniel       |
| HADDAK Mouloud          | TACK Josiane           |
| HAGUENIN Sophie         | TORRES Magali          |
| HAIDOUX Abel            | TOUSSAINT-LEROY Sophie |
| HIRSCH Jacky            | VALLET Régis           |
| HUBER Fabienne          | VINCONNEAU Guillaume   |

*Liste des membres du Bureau National du SNTRS-CGT élus au  
27<sup>ème</sup> Congrès du SNTRS-CGT*

|                  |               |                                   |
|------------------|---------------|-----------------------------------|
| BOLLER           | Frédéric      |                                   |
| CARON            | Lise          |                                   |
| CASANOVA-EUZENOT | Anne          |                                   |
| GONZALEZ         | Dominique     |                                   |
| GORI             | Didier        |                                   |
| KISTER           | Jean          | <b>Secrétaire général adjoint</b> |
| KLEIN            | Lorena        |                                   |
| LAUNAY           | Jean-François |                                   |
| MERCIER          | Gilles        |                                   |
| MILLET           | Jacques       |                                   |
| PIERRE           | Michel        | <b>Secrétaire général adjoint</b> |
| STEER            | Danièle       | <b>Trésorière</b>                 |
| STEINMETZ        | Daniel        | <b>Secrétaire général</b>         |
| TACK             | Josiane       |                                   |